

## Déclaration CGT au CSE Hydro Sud-Ouest du 8 mars 2023

Combien de mensonges ce gouvernement va-t-il encore nous proposer ? Et combien de temps va-t-il prendre les Français pour des idiots ?

Acculé par les contre argumentaires et l'opposition générale au projet de réforme des retraites, le gouvernement et ses représentants n'hésitent plus à nous sortir de mensonges par paquets de douze.

Des exemples :

« Ceux qui partiront à 64 ans auront le taux plein »

Faux

Pour avoir le taux plein à 64 ans, il faudra une carrière complète

« Tous les retraités auront une pension de 1200€ »

Faux

Pour avoir une retraite de 1200€, il faudra avoir une carrière complète et à temps plein, au SMIC. Une carrière non complète ou à temps partiel ne permettra pas d'atteindre 1200€

« Toutes les pensions actuelles seront revalorisées à 1200€ »

Faux

La revalorisation des pensions sera au maximum de 100€ proratisés sur la durée de carrière. Les personnes ayant un minimum contributif inférieur à 1100€ n'atteindront jamais 1200€ Sur 5 Millions de personnes concernées, seules 400 à 500 000 devraient atteindre les 1200€

« Les femmes ne seront pas pénalisées »

Faux

Les femmes représentent les 2/3 tiers des salariés concernés par les carrières incomplètes, donc pas des pensions incomplètes. Il faudra aux femmes travailler en moyenne 7 mois de plus que les hommes pour atteindre le même droit.

« Il faut supprimer les régimes spéciaux pour assurer la maîtrise économique »

Faux

Notre régime est bénéficiaire et excédentaire. Il contribue à ce titre au renflouement des caisses des régimes déficitaires.

« Le déficit ne pourra plus être maîtrisé à long terme »

Faux

Le rapport de la COR basé sur plusieurs estimations de croissance démontre que le système sera effectivement en déficit, mais que le coût est largement couvert par l'augmentation du PIB, soit par la richesse créée.

« C'est le déséquilibre démographique qui entraîne le déficit du régime »

Faux

A aucun moment le gouvernement ne rappelle la productivité des travailleurs français, en croissance constante et bien supérieure à celle des générations précédentes. Un travailleur crée plus de richesse aujourd'hui et cette création couvre les coûts des travailleurs précédents, aujourd'hui retraités. Le constat démographique est contrebalancé par la contribution individuelle.

Le point d'orgue a été atteint par le Ministre Dussopt la semaine dernière qui, jugeant qu'il n'y avait pas encore assez d'opposition et de manifestants a réussi le tour de force d'en dire 3 mensonges à la suite :

« Tout le monde sera gagnant »

Faux

Comment peut-on être gagnant alors qu'il faut s'investir 2 ans de plus pour le même droit ?

Voire moins, puisque la réforme propose la perte potentielle de 2 ans de surcote pour ceux qui ont le taux plein et l'âge requis.

Par ailleurs, la perte du régime des IEG fera perdre 35 à 40 % du niveau de pension de nos futurs collègues.

« Il y a des mesures sur la pénibilité »

Faux

Aucune mesure sur la pénibilité permettant, par exemple, un départ anticipé n'a été créée. Au contraire sur les 10 champs de pénibilité initiaux, le premier gouvernement Macron en avait supprimé 4 qui n'ont jamais été rétablis.

« La réforme est de gauche »

Par essence une réforme des retraites n'est pas de gauche, cela va de soi. Si c'était le cas, nous devrions être submergés dans les cortèges par les électeurs de droite et le MEDEF serait dans le carré de tête. Las, leur place est vacante.

Rien n'est favorable aux salariés et retraités dans cette réforme. Les dernières analyses tendent même à prouver que le projet de réforme ne permettrait pas la maîtrise budgétaire affichée. Ce qui ouvre d'ores et déjà la porte et l'argumentaire à une future réforme.

L'objectif est donc là : faire travailler les Français plus tard, au-delà de 64 ans. Mais c'est sûr que la vérité serait pénible à entendre. La France est endettée et doit donner des garanties à ses créanciers. Ceci est à l'image de ce que les pays européens ont infligé il y a quelques années à la Grèce, avec les conséquences désastreuses que nous connaissons, le dramatique accident ferroviaire récent étant le dernier exemple.

La France est un pays riche dont les travailleurs sont parmi les plus productifs au monde, ce qui devrait assurer la compétitivité des entreprises ainsi qu'une couverture sociale de haut niveau. A contrario, les gouvernements successifs ont préféré creuser la dette pour assurer des revenus publics aux entreprises et à leurs actionnaires, favorisant ainsi la concentration des richesses.

En faisant cela les gouvernants français et européens spolient les créateurs de la richesse et renforcent le pire : le sentiment d'injustice qui pousse les électeurs vers le communautarisme et le populisme.

Pour s'opposer à ce projet de réforme injuste, la délégation CGT quitte le CSE de ce jour.

Toulouse, le 8 mars 2023